

**Maroc - Situation de Mme Mangin
Asfari - Réponse de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, à une
question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 15 mai 2018)**

Monsieur le Député,

Vous rappelez avec raison la situation de notre compatriote, Mme Mangin, qui fait l'objet d'un suivi étroit des autorités françaises. Et je suis régulièrement informé ainsi que le président de la République et le Premier ministre.

Vous l'avez rappelé, Mme Mangin Asfari a épousé un citoyen marocain, elle souhaite pouvoir rendre visite à son mari détenu au Maroc depuis les événements que vous avez rappelés et sur lesquels d'ailleurs un nouveau délégué du secrétaire général des Nations unies, M. Köhler, a été nommé, et nous appuyons sa démarche.

Ses demandes pour se rendre au Maroc ont essuyé plusieurs refus des autorités marocaines. Comme vous le savez, l'entrée sur le territoire marocain relève de la seule compétence de l'Etat marocain. Cependant, à plusieurs reprises, des démarches ont été effectuées auprès des autorités marocaines afin de les sensibiliser sur le cas de Mme Mangin et de solliciter immédiatement la possibilité pour elle de se rendre au Maroc pour simplement rendre visite à son mari.

Malgré ces démarches répétées, Mme Mangin s'est vu une nouvelle fois refuser l'entrée au Maroc en avril dernier. Elle a entamé une grève de la faim pour appeler l'attention des autorités marocaines sur sa situation. Cette action a suscité de nombreuses marques de compassion et de solidarité et, compte tenu du caractère humanitaire et de l'urgence de cette demande, le gouvernement français a renouvelé ses démarches auprès du gouvernement marocain afin de permettre à Mme Mangin de rencontrer son mari. Moi-même, je suis intervenu plusieurs fois, non seulement officiellement mais y compris personnellement auprès de mon collègue marocain. Sachez bien que nous avons une veille très particulière et très émotionnelle sur cette situation./.